

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX


**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 30 janvier 2017

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	18	7

N° de la séance : 01

Objet de la délibération : Direction Habitat
Logement - Aire d'accueil des gens du
voyage du Ferrandou - Convention d'aide
à la gestion de l'Aire conclue entre l'Etat et
la CASA

 Original
▪ Expédition certifiée conforme à
l'original
Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2017.001

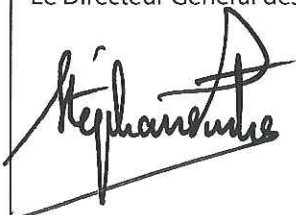
Date de la convocation :
Le 24/01/2017

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage **07 FEV. 2017**
en date du

de la réception s/Préfecture
en date du **09 FEV. 2017**

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services



Stéphane PINTRE

L'an deux mil seize et le 30 janvier à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Marc DAUNIS, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

ABSENTS :

Lionnel LUCA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP, Claude BERENGER

Monsieur LEONETTI,

Dans le cadre du transfert de compétence prévu par la loi NOTRe en date du 7 août 2015, la CASA est en charge à compter du 1^{er} janvier 2017 de « l'aménagement, l'entretien et la gestion des Aires d'accueil des gens du voyage ».

A ce titre, la CASA a repris en gestion l'Aire d'accueil des gens du voyage située sur la commune de Vallauris Golfe-Juan lieu-dit les Tuilières, Impasse du Ferrandou 06220 VALLAURIS GOLFE JUAN dénommée **Aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou**.

Dans l'attente d'une désignation de gestionnaire dans le cadre d'un marché public, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis gère en régie l'exploitation de cette aire de janvier à mars 2017, soit 3 mois.

Il convient de solliciter l'Etat afin d'obtenir l'accompagnement financier pour le fonctionnement de l'Aire d'accueil, conformément au décret n°2001-568 du 29 juin 2001 et au décret n°2014-1742 du 30 décembre 2014.

Dans ce contexte et à titre exceptionnel pour l'année 2017, il est nécessaire de procéder avec l'Etat à la signature de deux conventions successives d'« aide à la gestion de l'Aire d'accueil ». La première sera signée avec la CASA dans le cadre de la régie directe pendant trois mois (1^{er} janvier au 31 mars 2017). La seconde convention interviendra entre l'Etat et le futur gestionnaire pour 9 mois (avril à décembre 2017).

La signature de ladite convention conditionne, pendant sa durée effective, l'ouverture du droit à une subvention de fonctionnement attribuée au gestionnaire au titre de la gestion de l'Aire d'accueil des gens du voyage, conformément au II de l'article L.851-1 du code de la sécurité sociale et aux articles R.851-1 à 851-7 modifiés du code de la sécurité sociale.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014 et conformément aux dispositions de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire a donné délégation au Bureau pour prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder.

Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec l'Etat la convention jointe en annexe portant attribution d'une aide à la gestion de l'Aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou du 1^{er} janvier au 31 mars 2017, ainsi que ses éventuels avenants ;
- d'imputer la recette sur le compte 74718, fonction 524, opération 20163 du budget de la direction habitat logement.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'autoriser Monsieur le Président à signer avec l'Etat la convention jointe en annexe portant attribution d'une aide à la gestion de l'Aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou du 1^{er} janvier au 31 mars 2017, ainsi que ses éventuels avenants ;
- d'imputer la recette sur le compte 74718, fonction 524, opération 20163 du budget de la direction habitat logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 30 janvier 2017
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Convention conclue entre l'Etat et la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis
en application de l'article L851-1 du code de la sécurité sociale
pour la gestion d'aires des gens du voyage du Ferrandou de Vallauris
du 1^{er} janvier au 31 mars 2017

Entre les soussignés,

L'Etat, représenté par le Préfet des Alpes-Maritimes, désigné sous le terme de « l'administration »,

Et la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis, représenté par son Président M. Jean LEONETTI, assurant la gestion de l'aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou de Vallauris désignée sous le terme de « le gestionnaire »,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités de versement de l'aide financière de l'Etat, dénommée « aide au logement temporaire 2 » (ALT2) prévue par l'article L851-1 du code de la Sécurité Sociale et des articles R.851-2, R.851-5, R.851-6 pour la gestion des aires d'accueil des gens du voyage désignées ci-dessous :

- Aire d'accueil communautaire des Gens du voyage du Ferrandou à Vallauris
Impasse du Ferrandou- Lieu dit les Tuilières – 06220 Vallauris

Elle détermine les droits et obligations des parties.

Sa signature conditionne le versement de l'aide pour 3 mois du 1^{er} janvier à mars 2017.

Article 2 : Capacité d'accueil et activité retenues pour le calcul de l'aide mensuelle provisionnelle.

Une description avec les caractéristiques de l'aire figure en annexe 1 de la présente convention.

Le nombre total de places conformes aux normes techniques du décret n°2001-569 du 29 juin 2001 est de **40 places**.

Le détail de la disponibilité mensuelle des places conformes pour la période de la convention est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation provisoire mensuel pris en compte pour le calcul de l'aide provisionnelle liée à l'occupation est précisé en annexe 2.

Le taux d'occupation moyen global pour **janvier à mars 2017** au titre de la présente convention est de : **75%**.

Article 3 : Les conditions financières

- *Le montant de l'aide versée*

Le gestionnaire bénéficie, en soutien de la gestion des places de l'aire d'accueil d'une aide d'un **montant total provisionnel** de **14 569,00 €** pour la période de la convention.

Ce montant se décompose comme suit en :

- ✓ un montant fixe déterminé en fonction du nombre de places conformes aux normes techniques, effectivement disponibles, par mois, par aire d'accueil, figurant en annexe 2.

soit un total de **10 596,00 €** au titre des places conformes disponibles pour 3 mois.

- ✓ un montant variable provisionnel déterminé en fonction du taux prévisionnel d'occupation mensuel des places, détaillé en annexe 2.

soit un total provisionnel de **3 973,00 €** au titre de l'occupation prévisionnelle pour 3 mois.

- *Les modalités de versement*

Le préfet adresse sans délai un exemplaire de la présente convention conclue entre les parties à la caisse d'allocations familiales chargée du paiement de l'aide.

L'aide est versée mensuellement, par douzième du montant total provisionnel, à terme échu, au gestionnaire de l'aire par la caisse d'allocations familiales, soit un montant mensuel à verser de **4 856,33 €**.

- *Les modalités de régularisation du versement de l'aide*

Avant le 15 janvier de l'année suivante, le gestionnaire fournit au préfet la déclaration prévue au II de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale établie conformément au modèle annexé à l'arrêté du 30 décembre 2014 par le biais de la procédure dématérialisée prévue à l'article 2 de l'arrêté précité.

Sont joints à cette déclaration

- le rapport de visite mentionné à l'article 4 du décret n° 2001-569 du 29 juin 2001
- **un état arrêté à la date du 31 décembre indiquant pour les douze derniers mois l'aide versée par la caisse d'allocations familiales**
- le montant de la recette des droits d'occupation des places acquittés par les gens du voyage perçue ainsi que les dépenses de fonctionnement et d'entretien de l'aire.

En l'absence de transmission de la déclaration prévue au II de l'article R. 851-6 du code de la sécurité sociale, et après mise en demeure du préfet, le montant de la part variable de l'aide versée est récupéré.

Le préfet notifie au gestionnaire par décision, le montant de l'aide effectivement due au titre de la présente convention ainsi que le montant de l'aide restant à percevoir ou le montant du trop perçu à recouvrer.

La décision préfectorale est adressée simultanément à la caisse d'allocations familiales pour régularisation du paiement dû au titre l'année écoulée (par versement complémentaire, récupération ou compensation).

Article 4 : Définition du droit d'usage d'une place

Le droit d'usage d'une place est défini comme suit :

- le tarif de la redevance de stationnement est de **3 €** par jour par caravane ou véhicule aménagé et **4.20 €/jour** pour 2 caravanes;
- une caution de **150 €** obligatoirement versée par l'utilisateur à son arrivée ; la restitution de chaque caution vient en atténuation de recettes ;
- la durée du séjour est limitée à **30 jours maximum**. Une carence de 30 jours sera respectée entre 2 séjours sur l'aire.

Article 5 : Les obligations du cocontractant

- *Le titre d'occupation des usagers :*

Le gestionnaire s'engage à remettre à la personne ou à la famille accueillie, un document indiquant les références de l'aire d'accueil (nom, adresse) et les coordonnées du gestionnaire, le règlement intérieur qui mentionne les obligations minimales à respecter par tout occupant de l'aire d'accueil, un état des lieux effectué à l'entrée et à la sortie de l'occupant ainsi qu'une plaquette d'informations générales (sociales, scolaires, partenaires...).

Le titre d'occupation devra mentionner le montant de la participation demandée par le gestionnaire de l'aire aux personnes accueillies.

- *Les obligations relatives à la maintenance et à l'entretien des locaux de l'aire :*

Lors de la signature de la convention, le préfet s'assure du respect de l'entretien de l'aire d'accueil, de son gardiennage et de la conformité de l'aire à la déclaration figurant à l'annexe 1. En cas de non-conformité, soit l'aide n'est pas attribuée, soit elle est suspendue à compter du premier jour du mois civil suivant le signalement par le préfet à la caisse d'allocations familiales.

Le gestionnaire s'engage à maintenir l'aire en bon état d'entretien.

- *Les éléments de suivi de l'activité de l'aire*

Le gestionnaire de l'aire fournit au préfet, annuellement, en même temps que la déclaration prévue à l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, un bilan d'activité de l'aire et notamment les données populationnelles figurant en annexe 3.

Article 6 : Le contrôle de l'autorité compétente

En application de l'article R.851-6 du code de la sécurité sociale, le préfet effectue un contrôle sur pièces des éléments transmis par le gestionnaire de l'aire.

Lorsque le contrôle sur pièces des déclarations fait apparaître une erreur entre le nombre de jours d'occupation mensuelle effective par place et la recette mensuelle de l'aire, le préfet, après avoir invité le gestionnaire à présenter ses observations, lui notifie au plus tard le dernier jour du mois de février le montant qu'il retient pour le versement de l'aide au titre du 2° du II de l'article R. 851-5, en lui indiquant les voies et délais de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent. Dans le même délai, il en informe la caisse d'allocations familiales qui verse ou récupère la différence.

En cas de défaut de déclaration, le préfet met en demeure le gestionnaire de la produire dans le délai de quinze jours. Passé ce délai, et sans déclaration, le préfet informe la caisse d'allocations familiales qu'elle doit récupérer les versements effectués l'année précédente au titre du 2° du II de l'article R. 851-5.

En outre, le gestionnaire est également tenu de fournir au ministre chargé du logement ou à son représentant ainsi qu'au ministre chargé des affaires sociales ou à son représentant ou aux membres des corps d'inspection de l'Etat tous les renseignements non nominatifs et tous les documents nécessaires au plein exercice du contrôle de l'application de la présente convention sous réserve de ceux couverts par un secret lorsque les conditions sont réunies pour l'invoquer valablement.

Article 7 : La durée de la convention

La convention a une durée de 3 mois, du 1^{er} janvier au 31 mars 2017.

Article 8 : Modification et résiliation de la convention

Durant la période de validité de la convention, une modification du nombre de places conformes et disponibles, peut être apportée par avenant à la présente convention.

La convention peut être résiliée, par l'une ou l'autre des deux parties, avec un préavis de trois mois.

En cas de non exécution par le gestionnaire de ses engagements conventionnels ou d'une fausse déclaration au préfet ou à la caisse d'allocations familiales, le préfet, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut procéder unilatéralement à la résiliation de la présente convention dans un délai d'un mois.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Nice, 33 boulevard Franck Pilatte, CS 09706, 06359 Nice Cedex 4.

Pour la CASA Le Président	Pour l'Etat Le Préfet
------------------------------	--------------------------

ANNEXE 1

(à établir pour chaque aire d'accueil)

Gestionnaire

Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis Les Genêts 449 route des Crêtes BP 43 06901
SOPHIA-ANTIPOLIS Cedex / 04.89.87.71.46 / fax : 04.89.87.71.41 / m.reveau@agglo-casa.fr

Localisation de l'aire

Aire d'accueil communautaire des gens du voyage de Vallauris
Impasse du Ferrandou – Lieu dit les Tuilières – 06220 Vallauris

Capacité d'accueil

Nombre places conformes aux normes techniques édictées par le décret n°2001-569 du 29 juin 2001 : 40

Superficie moyenne des places : ~ 100m²

Equipement (*Sanitaire, borne eau et électricité, locaux...*)

- 40 places-caravanes numérotés délimités par un marquage au sol équipés d'étendoirs à linge,
- 60 prises d'électricité avec un système de réarmement, 2 interrupteurs pour les lumières extérieures du module et 40 arrivées d'eau avec un système de prépaiement informatisé
Chaque emplacement est doté de 2 arrivées d'eau et de 3 prises électriques
- 11 modules sanitaires individualisés numérotés répartis sur les emplacements constitués de deux unités comprenant chacune une douche, un WC (soit 20 WC et 20 douches) et un espace ouvert sous auvent équipé d'un évier et d'un raccord pour les machines à laver, 2 emplacements sont réservés aux personnes à mobilité réduite
- des conteneurs à ordures ménagères à l'attention des caravaniers,
- à l'entrée, une barrière d'accès,
- un terrain de boule
- une clôture entourant l'aire
- des places de parking visiteurs
- un poteau d'incendie à l'entrée à l'extérieur de l'aire
- un local gestion comprenant un espace d'accueil et de bureau, un local technique, un espace de rangement, un WC, une douche pour le personnel.

Services

- Accueil 5j/7 du lundi au vendredi en journée et permanence le samedi
- Service social
 - Aide à la régularisation des dossiers administratifs et sociaux familiaux (domiciliation, prestations familiales, déclarations professionnelles, écrivain public....),
 - Aide à la scolarisation
 - Mise en relation avec les partenaires Santé (médecins, PMI, Hôpitaux, infirmières....) et action médico-sociale (CMU, AAH, mutuelles....),
 - Actions diverses selon les besoins (assurances, plan d'apurement, état civil....)

Modalités de gestion et gardiennage

5j/7, permanence le samedi et Astreinte téléphonique en dehors des heures d'ouverture de bureaux

Autres

ANNEXE 2
ALLOCATION TEMPORAIRE DE LOGEMENT (ALT2)
Calcul de l'aide provisionnelle

Année		Du 1er janvier au 31 mars 2017
Nom et coordonnées du gestionnaire de l'aire	Communauté d'agglomération Sophia-Antipolis Les Genêts 449 route des Crêtes BP43 06901 SOPHIA-ANTIPOLIS Cedex / tél: 04,89,87,71,46 / fax: 04,89,87,71,41 / courriel: m.reveau@agglo-casa.fr	
Désignation de l'aire	aire d'accueil communautaire des gens du voyage de Vallauris du Ferrandou	
Nombre de places conformes aux normes techniques (prévues par le décret n 2001 - 569 du 29 juin 2001)		40

Montant de l'aide ALT2 provisionnelle				
	Nombre de places conformes disponibles retenu (1)	Montant mensuel de la part fixe	Taux d'occupation mensuel prévisionnel (2)	Montant mensuel provisionnel de la part variable
Janvier	40	3 532,00	75%	1 324,50
Fevrier	40	3 532,00	75%	1 324,50
Mars	40	3 532,00	75%	1 324,50
Total	120	10 596,00	75%	3 973,50

Moyenne des taux d'occupation mensuels retenus	75%
Montant annuel retenu pour la part fixe	10 596,00
Montant annuel provisionnel pour la part variable	3 973,50
Total annuel provisionnel	14 569,50
Montant mensuel provisionnel à verser (douzième à verser par la CAF)	4 856,50

(1) places conformes disponibles par mois : vous indiquerez un nombre de places pondéré si ces places ne sont pas disponibles sur la totalité du mois

(2) : taux à déterminer par mois à partir de l'occupation des deux années précédentes

STATISTIQUES
ALLOCATION TEMPORAIRE DE LOGEMENT (ALT2)
(à recueillir auprès du gestionnaire)

Année :	Du 1er janvier au 31 mars 2017
Département	Alpes-Maritimes

Nom et adresse de l'aire	Aire d'accueil Communautaire des gens du voyage de Vallauris - Impasse du Ferrandou - 06220 Vallauris
---------------------------------	---

Coordonnées du gestionnaire	Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis Les Genêts 449 route des Crêtes BP 43 06901 SOPHIA-ANTIPOLIS Cedex /tél : 04.89.87.71.46 / fax : 04.89.87.71.41 / courriel : m.reveau@agglo- casa.fr
------------------------------------	---

Personnes accueillies	
Nombre total de personnes accueillies - TOTAL	
dont : hommes	
femmes	
enfants de moins de 18 ans	
dont : personnes seules et couples sans enfant à charge	
personnes seules et couples avec enfants à charge	
Durée moyenne de séjour des personnes (en mois)	

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 30/01/2017
Numéro : BC_2017_001
Nature : DE - Deliberations
Objet : Aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou -
Convention d'aide à la gestion de l'Aire conclue entre
l'Etat et la CASA
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement
Interlocuteur
Nom : CHALIER Vanessa

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : NxaZX0R

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 09/02/2017
Identifiant : 006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE

Acte reçu

Date : 30/01/2017
Numéro interne : BC_2017_001
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 5
Objet : Aire d'accueil des gens du voyage du Ferrandou - Convention d'aide ? la gestion de l'Aire conclue entre
l'Etat et la CASA
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 4

006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE-1-1_2.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE-1-1_3.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE-1-1_4.PDF
006-240600585-20170130-BC_2017_001-DE-1-1_5.PDF